



CHAPITRE 64

LOI CONCERNANT L'INSPECTION DES BEURRERIES ET DES FROMAGERIES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. de l'inspection des beurreries et fromageries.*

2. Il est loisible au ministre de l'agriculture de nom- Nomination d'un inspecteur général, et des inspecteurs.
mer, à tel salaire qu'il fixe, un inspecteur général des beurreries et fromageries, des sous-inspecteurs généraux
et des inspecteurs.

Ces officiers doivent être des personnes expérimentées et être munies d'un diplôme d'inspecteur de l'École Qualité des inspecteurs.
de laiterie de la province de Québec.

Ce diplôme est accordé par l'École de laiterie de la Diplôme d'inspecteur.
province de Québec, après examen et sur la recommandation d'un bureau d'examineurs nommé par le ministre de l'agriculture. Il est révocable en tout temps, sur la recommandation du bureau d'examineurs, par avis donné par lettre recommandée au porteur du diplôme.

Leurs principaux devoirs sont de surveiller la pro- Devoirs des inspecteurs.
duction et la fourniture du lait, ainsi que la fabrication du beurre et du fromage dans les établissements de produits laitiers, suivant les instructions du ministre.

Ils peuvent, aussi fréquemment que le ministre le Inspections.
juge nécessaire, faire subir des inspections à toute fabrique de produits laitiers, dans le but de constater la manière dont elle est tenue, ainsi que la qualité de ses produits. S. R. (1909), 2024; 11 Geo. V, c. 37. s. 5.

3. Cette inspection s'étend aux chambres de matu- Objet de l'inspection.
ration, glaciers, machines, instruments, lait, beurre et fromage se trouvant dans ces fabriques. S. R. (1909), 2025.

4. Les inspecteurs peuvent entrer et pénétrer dans Pouvoirs des inspecteurs.
toutes telles fabriques, et y rester le temps voulu pour y faire les constatations qu'ils jugent nécessaires, entre sept heures du matin et six heures du soir, tout jour juridique. S. R. (1909), 2026.

Preuve de
l'autorité de
l'inspecteur.

5. Tout inspecteur, avant de procéder à telle inspection, doit, s'il en est requis, exhiber un certificat signé par le ministre ou le sous-ministre ou par le secrétaire du département de l'agriculture, l'autorisant à agir comme inspecteur. S. R. (1909), 2027.

Peines contre
qui entrave
un inspecteur
dans l'exé-
cution de ses
devoirs.

6. Quiconque entrave, dans l'exécution de ses devoirs, un inspecteur agissant en vertu de la présente loi, ou refuse de se conformer aux dispositions de la présente loi, est passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars et des frais, pour chaque infraction, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trente jours. S. R. (1909), 2028.

Tribunaux
et magistrats
compétents.

7. La poursuite pour toute infraction à la présente loi et en recouvrement de la pénalité est intentée devant deux juges de paix, ou devant le magistrat de district, ou devant la Cour de circuit du district ou du comté, ou la Cour de magistrat, ayant juridiction à l'endroit où l'infraction a été commise. S. R. (1909), 2029; 10 Geo. V, c. 26, s. 1; 15 Geo. V, c. 10, s. 11.

Autres pou-
voirs des ins-
pecteurs.

8. Ces inspecteurs ont de plus tous les pouvoirs accordés aux inspecteurs en vertu des dispositions de l'article 86 de la Loi d'hygiène publique de Québec (chap. 186). S. R. (1909), 2030.

Pouvoir du
lt-gouv.
de faire des
règlements.

9. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire tous les règlements qui sont nécessaires pour assurer l'exécution régulière de la présente loi, lesquels règlements doivent être publiés une fois dans la *Gazette officielle de Québec* et ont ensuite force de loi. S. R. (1909), 2031.

Exécution de
la loi.

10. Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution de la présente loi.

— — — — —